



Maintenant et demain
L'excellence dans tout ce que nous entreprenons



Systeme des projections des professions au Canada

Sommaires industriels – Industries des services (2011-2020)

Recherche et prévisions sur le marché du travail
Direction de la recherche en politiques
Politique stratégique et recherche

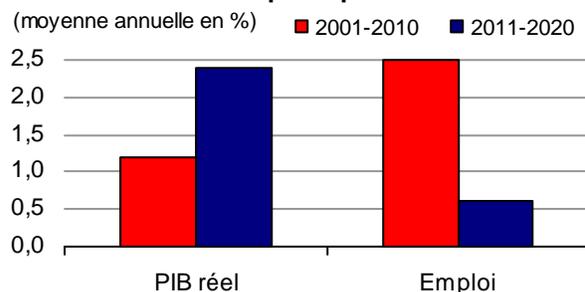
Recherche • Resear

Services d'utilité publique (SCIAN 2211; 2212; 2213)

Cette industrie comprend les établissements dont l'activité principale est l'exploitation de services publics d'électricité, de gaz et d'eau. Les établissements de cette industrie assurent la production, le transport, la gestion et la distribution d'électricité; la distribution de gaz naturel; le traitement et la distribution de l'eau; l'exploitation des égouts et des usines de traitement des eaux usées et des systèmes connexes (comme les systèmes de chauffage à la vapeur et les systèmes de conditionnement de l'air). Ces établissements fournissent généralement leurs services par l'entremise d'une infrastructure permanente de conduites, de tuyauteries ainsi que d'installations de traitement et de transformation. La production, le transport et la distribution d'électricité est de loin le plus important des trois segments de l'industrie, représentant 83 % de la production. L'industrie est essentiellement axée sur le marché domestique et repose en grande partie sur la croissance de la production industrielle et des activités de construction. En 2010, l'industrie comptait 148 300 travailleurs, dont 79 % dans la production, le transport et la distribution d'électricité, 11 % dans la distribution de gaz naturel et 10 % dans l'exploitation des égouts et des usines de traitement des eaux usées et des systèmes connexes. L'emploi est concentré en Ontario (40 %), au Québec (22 %), en Alberta (12 %) et en Colombie-Britannique (10 %). Les travailleurs bénéficient d'une rémunération supérieure à la moyenne nationale, en partie attribuable à un taux de syndicalisation élevé. Les principales professions incluent : électriciens et monteurs de lignes d'électricité et de télécommunications (CNP 724); mécaniciens de machines fixes et opérateurs de centrales et de réseaux électriques (CNP 735); et professionnels en génie civil, mécanique, électrique et chimique (CNP 213).

Après avoir enregistré une croissance solide dans les années 1990, la production a ralenti quelque peu au cours de la dernière décennie, principalement en raison des difficultés observées dans le secteur manufacturier depuis le début des années 2000. De 2001 à 2008, la croissance de la production dans l'industrie a grandement été alimentée par une augmentation substantielle de l'investissement non résidentiel (infrastructure et bâtiments commerciaux). Après avoir reculé en 2009 sous l'effet du ralentissement économique, la production a légèrement rebondi en 2010, stimulée par la reprise des activités de construction et de la production industrielle. En moyenne, le PIB réel a augmenté de 1,2 % par année au cours de la dernière décennie, soit un rythme bien inférieur à celui enregistré dans l'ensemble de l'économie. La croissance de l'emploi, cependant, a été beaucoup plus rapide, largement attribuable à la création de 30 200 emplois entre 2006 et 2008. Ce gain important découle principalement de la vigueur de la demande de travailleurs dans les secteurs de l'électricité et du gaz naturel en Ontario. Après avoir diminué suite à une baisse de la production en 2009, l'emploi a enregistré une reprise partielle en 2010. Ainsi, le nombre de travailleurs s'est accru de 2,5 % par année en moyenne au cours de la dernière décennie.

Croissance du PIB réel et de l'emploi dans les services d'utilité publique



Sources : Statistique Canada (données historiques) et RHDCC, scénario sectoriel du SPPC 2011 (projections).

Les perspectives à long terme sont plutôt favorables pour l'industrie des services d'utilité publique, particulièrement sur le plan de la croissance de la production, qui sera stimulée par des investissements massifs reliés à la réalisation de nombreux projets dans l'ensemble du Canada. Ces projets incluent : la récente approbation de l'aménagement hydroélectrique du cours inférieur

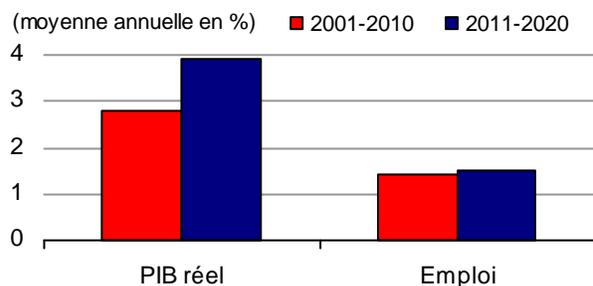
du fleuve Churchill, qui permettra éventuellement d'exporter de l'électricité dans d'autres provinces de l'Atlantique et dans l'est des États-Unis; l'accroissement de la production d'électricité dans le Nord-du-Québec prévu par le Plan Nord; les investissements massifs réalisés en Ontario afin de remplacer les centrales au charbon par des installations de production d'électricité plus respectueuses de l'environnement; et le recours accru à l'énergie éolienne pour produire de l'électricité au Manitoba. L'industrie devrait aussi bénéficier du remplacement de certaines installations désuètes dans le secteur de l'énergie et dans celui des services municipaux. Ainsi, la croissance du PIB réel devrait se situer à 2,4 % par année en moyenne au cours de la prochaine décennie, soit un rythme nettement supérieur à celui enregistré au cours des dix années précédentes. À l'opposé, on s'attend à un ralentissement de la croissance de l'emploi à un taux annuel moyen de 0,6 % puisque le développement de nouvelles technologies dans cette industrie hautement intensive en capital devrait entraîner une solide reprise de la croissance de la productivité.

Commerce de gros (SCIAN 4111-4191)

Cette industrie comprend les établissements dont l'activité principale consiste à vendre en gros des marchandises et à fournir des services connexes de logistique, de marketing et de soutien. En général, la vente en gros est une étape intermédiaire de la distribution de marchandises en grandes quantités à des détaillants, à des entreprises et à des établissements. La vente en gros de machines, matériaux et fournitures est le plus important segment de l'industrie, avec 28 % des travailleurs en 2010. Les autres segments clés incluent les matériaux et fournitures de construction (17 %), les produits divers (16 %), les produits alimentaires et boissons (14 %), les articles personnels et ménagers (13 %), et les véhicules et pièces automobiles (8 %). La croissance de l'industrie repose sur la consommation des ménages et les investissements des entreprises. L'industrie employait 628 900 travailleurs en 2010, principalement concentrés dans le centre du Canada, puisque l'Ontario et le Québec représentaient respectivement 40 % et 24 % des effectifs. Les principales professions incluent : représentants des ventes en commerce de gros (CNP 641); autre personnel de la vente et personnel assimilé (CNP 622); et directeurs des ventes, du marketing et de la publicité (CNP 061).

Le commerce de gros a été l'une des industries les plus prospères du pays entre 2000 et la fin de l'expansion économique en 2007. Durant cette période, le PIB a grimpé à un rythme annuel de 4,2 %, bien au-delà de la moyenne de l'ensemble des industries, et 78 200 emplois ont été créés. Cette solide performance a été principalement soutenue par la forte croissance des dépenses de consommation, la vigueur du marché des nouvelles habitations et la hausse substantielle de l'investissement des entreprises dans les machines et l'équipement. Cependant, l'industrie a été durement touchée par la récession de 2008-2009, plus particulièrement par le ralentissement considérable de la croissance des dépenses de consommation et par la baisse marquée des investissements dans les structures non résidentiels et dans les machines et l'équipement. Le PIB de l'industrie a chuté de 0,7 % en 2008 et de 6,3 % en 2009, le plus important recul enregistré depuis la récession de 1981-1982. Étonnamment, 9 300 nouveaux emplois ont été créés pendant ces

Croissance du PIB réel et de l'emploi dans le commerce de gros



Sources : Statistique Canada (données historiques) et RHIDCC, scénario sectoriel 2011 du SPPC (projections).

deux années, croissance qui pourrait être attribuable à la constitution de réserves d'employés (labour hoarding). Avec la reprise économique qui s'est amorcée au milieu de 2009, la production de l'industrie commencé à se redresser. En effet, le PIB a fortement rebondi en 2010, en hausse de 5,4 %, alors que l'emploi a reculé marginalement, en baisse de 2 900 emplois. En moyenne, le PIB réel a progressé à un rythme annuel de 2,8 % au cours des dix dernières années, alors que l'emploi a augmenté de 1,4 % annuellement.

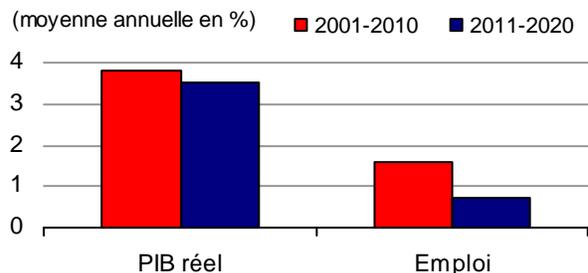
Au cours de la prochaine décennie, l'industrie devrait bénéficier de l'accélération de la croissance des investissements dans les structures non résidentielles ainsi que dans les machines et l'équipement. De plus, en dépit d'une croissance plus lente en raison des changements démographiques, les dépenses de consommation et l'investissement dans la construction de nouveaux logements devraient continuer à soutenir l'activité dans l'industrie. Outre les changements démographiques, l'industrie sera confrontée à d'autres défis à long terme, tels que la concurrence accrue du commerce électronique et d'autres types de vente directe au consommateur utilisés par les fabricants afin de court-circuiter les intermédiaires. Ainsi, le PIB réel devrait progresser à un rythme annuel moyen de 3,9 % au cours de la prochaine décennie, alors que l'emploi devrait croître de 1,5 % par année. On prévoit que l'accélération du taux de croissance de la production sera supportée par des gains additionnels de productivité.

Commerce de détail (SCIAN 4411-4543)

Cette industrie comprend les établissements dont l'activité principale consiste à vendre des marchandises au détail, généralement sans transformation, et à fournir des services connexes. Le commerce de détail est la dernière étape dans la distribution de marchandises en petites quantités au grand public. Les magasins d'alimentation sont le plus important segment de l'industrie, avec 26 % des travailleurs en 2010. Les autres segments clés incluent les magasins de fournitures de tout genre (14 % de l'emploi), les magasins de vêtements (11 %) et les marchands de véhicules et pièces automobiles (10 %). L'industrie est étroitement liée à celle du commerce de gros et stimulée en grande partie par les dépenses de consommation des ménages au Canada. Avec un total de 2,1 millions de travailleurs en 2010, cette industrie était le plus important employeur au Canada. La main-d'œuvre est caractérisée par la plus grande concentration de jeunes travailleurs (31% des effectifs sont âgés de 15 à 24 ans) et par la deuxième plus grande proportion de travailleurs à temps partiel (36 %), après les services d'hébergement et de restauration. L'emploi est réparti en fonction des populations provinciales, soit 37 % en Ontario, 24 % au Québec, 14 % en Colombie-Britannique et 25 % dans les autres provinces. Les principales professions incluent : vendeurs et commis-vendeurs en commerce de détail (CNP 642); directeurs en commerce de détail (CNP 062); et caissiers (CNP 661).

Au Canada, le commerce de détail a connu l'une des plus fortes croissances de la dernière décennie, avec la construction et les services de conception de systèmes informatiques. Entre 2000 et 2007, la fin de la phase d'expansion économique, le PIB a progressé de 4,5 % par année, soit environ deux fois plus rapidement que l'ensemble de l'économie, entraînant la création de 300 000 emplois. Cette solide performance a été stimulée par l'augmentation du revenu personnel disponible et de l'avoir net

Croissance du PIB réel et de l'emploi dans le commerce de détail



Sources : Statistique Canada (données historiques) et RHDC, scénario sectoriel 2011 du SPPC (projections).

des particuliers, le faible niveau des taux d'intérêt, et l'amélioration substantielle des conditions du marché du travail. Cependant, en 2008 et 2009, la production et l'emploi de l'industrie ont été affectés par la détérioration considérable de la conjoncture économique canadienne, même si les impacts ont été moins sévères que dans de nombreuses autres industries, principalement parce que le revenu personnel disponible a continué de progresser, quoique très modestement, durant la récession. En 2010, l'amélioration des conditions du marché du travail, le regain de confiance des consommateurs et l'augmentation du revenu des particuliers ont entraîné un rebond de 3,9 % de la production et la création 28 500 nouveaux emplois. En moyenne, le PIB réel et l'emploi ont progressé à des taux annuels respectifs de 3,8 % et 1,6 % durant les dix dernières années.

Au cours de la prochaine décennie, l'industrie devrait continuer à bénéficier de la hausse des dépenses de consommation, stimulée principalement par l'augmentation du revenu personnel disponible et par l'amélioration des conditions du marché du travail. Cependant, le PIB progressera moins rapidement qu'au cours de la décennie précédente, principalement en raison des effets négatifs du vieillissement de la population sur les dépenses des ménages. En effet, puisque le revenu tend généralement à diminuer à la retraite, les dépenses personnelles diminuent aussi. Étant donné que les baby-boomers représentent 30 % de la population, leur retraite progressive du marché du travail ralentira graduellement le rythme de croissance de l'ensemble des dépenses de consommation, y compris les dépenses en biens durables et semi-durables vendus par les détaillants. En plus des changements démographiques, l'industrie sera confrontée à d'autres défis majeurs, tels que le magasinage outre-frontière aux États-Unis (stimulé par la force du dollar canadien) ainsi que la concurrence accrue du commerce électronique et d'autres types de vente directe au consommateur pratiqués par les fabricants. Au cours des dix prochaines années, le PIB réel devrait progresser à un rythme annuel moyen de 3,5 %, alors que l'emploi devrait croître à un rythme plus lent de 0,7 % en raison des gains anticipés dans la productivité.

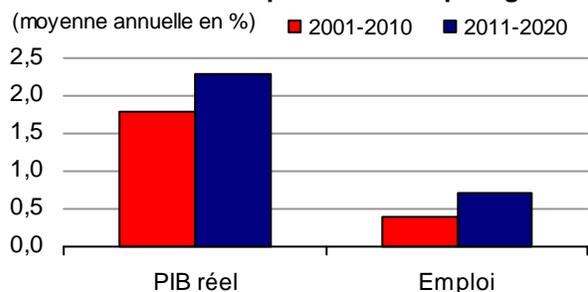
Services de transport et d'entreposage (SCIAN 4811-4931)

Cette industrie comprend les établissements dont l'activité principale consiste à fournir des services de transport de passagers et de marchandises, des services d'entreposage de marchandises, ainsi que des services liés au transport et à l'entreposage. Les différents modes de transport comprennent le transport routier (transport par camion, transport en commun et transport terrestre), le transport ferroviaire, le transport par eau, le transport aérien et le transport par pipeline. Les bureaux de poste nationaux et les établissements de messagerie font également partie de cette industrie. Le transport par camion est le plus important segment de l'industrie, représentant 28 % de la production en 2010. Parmi les autres segments clés figurent les activités de soutien au transport (19 % de la production), les services postaux et de messagers (11 %), le transport en commun et le transport terrestre de voyageurs (11 %), le transport aérien (10 %) et le transport ferroviaire (9 %). Cette industrie est étroitement liée aux industries primaires, manufacturières et commerciales et dépend à la fois de l'état des économies canadienne et américaine, plus particulièrement du commerce national et international de marchandises ainsi que du tourisme. L'industrie employait 805 700 travailleurs en 2010, dont 31 % dans le transport par camion, 19 % dans le transport en commun et le transport terrestre de voyageurs, 17 % dans les services postaux et de messagers, 14 % dans les activités de soutien au transport, et 8 % dans le transport aérien. L'emploi est concentré en Ontario (38 %), au Québec (21 %), en Colombie-Britannique (15 %) et en Alberta (13 %). Les principales professions incluent : conducteurs de véhicules automobiles et opérateurs de transport en commun (CNP 741); commis des services postaux et de messageries (CNP 146); débardeurs et manutentionnaires (CNP 745).

Les services de transport et d'entreposage ont connu une excellente performance au cours des années 1990, en partie stimulée par les ententes de libre-échange, la croissance marquée des exportations supportée par la hausse de la demande américaine et la nette amélioration de la compétitivité des entreprises canadiennes sur les marchés internationaux dû à la faiblesse du dollar canadien. La performance de l'industrie s'est considérablement affaiblie de 2001 à 2003 en raison du ralentissement marqué de la croissance économique en Amérique du Nord et des impacts négatifs des attaques terroristes du

11 septembre 2001 sur le transport de passagers, particulièrement sur le transport aérien. Le PIB de l'industrie s'est nettement redressé entre 2004 et 2007, grâce à la forte expansion économique au Canada et aux États-Unis ainsi qu'au regain de confiance dans le transport aérien. Au cours de cette période, le PIB a progressé de 3,5 % par année et 28 500 emplois ont été créés. Cependant, la forte détérioration de l'économie nord-américaine et mondiale en 2008 et 2009 a entraîné une contraction importante de l'activité industrielle alors que le PIB a régressé de 4,4 % en 2009 seulement (le plus important recul enregistré depuis la récession de 1990-1991). La baisse de la production a été accompagnée par la perte de 32 700 emplois (le plus important recul de l'emploi depuis la récession de 1981-1982). L'activité industrielle a rebondi avec la reprise graduelle de l'économie nord-américaine au milieu de 2009. La production a augmenté de 4,0 % en 2010, mais l'emploi a poursuivi sa chute, avec le licenciement de 10 500 travailleurs additionnels. En moyenne, le PIB réel a progressé au rythme annuel de 1,8 % pendant la dernière décennie, alors que l'emploi a avancé de 0,4 % par année.

Croissance du PIB réel et de l'emploi dans les services de transport et d'entreposage



Sources : Statistique Canada (données historiques) et RHDCC, scénario sectoriel 2011 du SPPC (projections).

Au cours de la prochaine décennie, l'industrie devrait bénéficier de l'expansion de l'activité économique au Canada et aux États-Unis. L'augmentation du revenu personnel disponible, de l'avoir net des particuliers et des profits des entreprises, ainsi que l'amélioration des conditions du marché du travail, viendront soutenir la croissance dans les dépenses de consommation et dans les activités des entreprises, ce qui stimulera l'activité dans les services de transport et d'entreposage, particulièrement dans le transport par camion et dans le transport aérien. Ainsi, la croissance annuelle moyenne du PIB réel et l'emploi devraient accélérer et se situer à 2,3 % et 0,7 %, respectivement, au cours de la prochaine décennie. La plus faible croissance de l'emploi par rapport au PIB s'explique par de nouveaux gains anticipés dans la productivité.

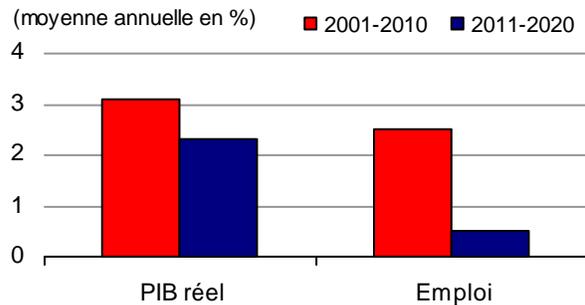
Finance, assurances, services immobiliers et de location (SCIAN 5211-5269; 5311-5331)

Cette industrie comprend les établissements dont l'activité principale consiste à effectuer des opérations financières ou à en faciliter l'exécution (comme les banques, les sociétés d'assurance et les agences de courtage d'assurance), ainsi que les établissements dont l'activité principale consiste à vendre ou à acheter des biens immobiliers pour le compte de tiers ou à louer ou à donner à bail différents biens corporels ou incorporels. Le segment de la finance et des assurances est celui qui emploie le plus grand nombre de personnes, soit 71 % de l'ensemble des travailleurs de l'industrie. Bien que les banques et les sociétés d'assurance soient présentes sur les marchés internationaux, l'industrie dans son ensemble est fortement tributaire de la conjoncture économique canadienne, et particulièrement des dépenses des ménages et de l'investissement dans les structures résidentielles et non résidentielles. En effet, les services immobiliers et de location, fortement axés sur la demande

domestique, représente les deux tiers du PIB de l'industrie. Au total, l'industrie employait 1,1 million de travailleurs en 2010, dont 49 % dans la finance et les services bancaires, 22 % dans les assurances, 22 % dans l'immobilier et 7 % dans les services de location. L'emploi est principalement concentré en Ontario (45 %), au Québec (22 %) et en Colombie-Britannique (13 %). Les principales professions incluent : professionnels en finance, en vérification et en comptabilité (CNP 111); commis des finances et de l'assurance (CNP 143); personnel de l'assurance, de l'immobilier et des achats (CNP 623); et personnel d'administration des finances et des assurances (CNP 123).

Au cours de la décennie précédente, l'industrie s'est heurtée à diverses difficultés, dont la multiplication des exigences réglementaires, l'élaboration de nouveaux produits de crédit de plus en plus complexes, la nécessité de sous-traiter certaines activités pour demeurer concurrentiel, ainsi que l'émergence de nouveaux marchés, comme la Chine, dans le domaine de l'activité bancaire. Dans l'industrie de la finance et des assurances, l'évolution de la nature des fraudes a obligé les institutions financières à s'adapter continuellement aux dangers que peuvent représenter les progrès technologiques afin de protéger les renseignements sur leur clientèle. L'industrie a toutefois été largement épargnée par les fluctuations de différents facteurs économiques, dont l'appréciation considérable du dollar canadien et les changements cycliques dans la demande étrangère et la demande domestique, qui ont eu des répercussions majeures sur de nombreuses autres industries tributaires des exportations ou axées sur le marché intérieur au cours de la dernière décennie. Par exemple, durant la sévère récession de 2008-2009, le PIB et l'emploi de l'industrie ont continué à croître, quoiqu'à un rythme plus lent. Ainsi, la solide performance de l'industrie a contribué à soutenir l'économie canadienne dans un contexte difficile. En moyenne, le PIB réel de l'industrie a progressé au rythme annuel de 3,1 % au cours des dix dernières années, stimulé par la croissance du marché immobilier et des prêts hypothécaires, alors que l'emploi a affiché une croissance de 2,5 % par année.

Croissance du PIB réel et de l'emploi dans la finance, les assurances et services immobiliers



Sources : Statistique Canada (données historiques) et RHDCC, scénario sectoriel du SPPC 2011 (projections).

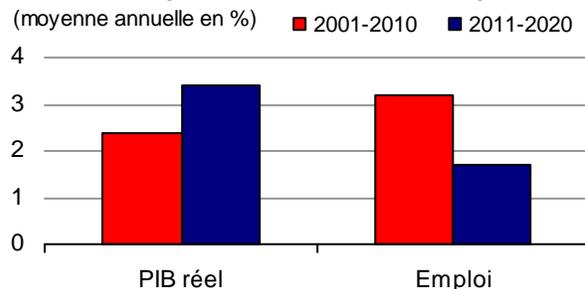
Au cours de la prochaine décennie, l'industrie continuera à bénéficier de l'amélioration des profits des entreprises et de la hausse de la demande domestique, quoique la croissance de la production devrait être beaucoup moins rapide qu'au cours de la décennie précédente. En plus d'une croissance plus lente de la production, la création d'emplois dans l'industrie sera freinée par les changements technologiques, tels que l'utilisation grandissante des services bancaires électroniques et des services de logement en ligne. Les nouvelles technologies permettront la réalisation de nouveaux gains de productivité, ce qui entraînera un ralentissement de la croissance de la demande de main-d'œuvre. Cependant, le nombre croissant de baby-boomers à la retraite pourrait avoir une incidence positive sur l'emploi dans l'industrie, étant donné que bon nombre de ces retraités chercheront à déménager dans des habitations plus petites et auront besoin de services de planification de la retraite ou de services d'investissements. Ces facteurs devraient partiellement contribuer à atténuer les effets négatifs des progrès technologiques sur la demande de main-d'œuvre. Ainsi, le PIB réel et l'emploi devraient croître à un rythme annuel moyen de 2,3 % et 0,5 %, respectivement, au cours des dix prochaines années.

Services professionnels aux entreprises (SCIAN 5411; 5412; 5413; 5414)

Cette industrie comprend les établissements offrant des services hautement spécialisés aux entreprises. Elle est constituée de quatre segments distincts : services juridiques; services de comptabilité, de préparation de déclarations de revenus, de tenue de livres et de paye; architecture, génie et services connexes; services spécialisés de design. L'architecture, le génie et les services connexes constituent le principal segment de l'industrie, représentant environ la moitié de la production. L'industrie est très sensible à la performance de l'économie domestique et est largement tributaire des activités et des profits des entreprises. Bien qu'elle soit principalement axée sur le marché intérieur, l'industrie est également touchée par la situation économique à l'extérieur du Canada, puisque sa clientèle est composée d'entreprises diverses, dont certaines sont fortement tributaires de la demande étrangère. En 2010, l'industrie comptait 637 000 travailleurs, dont 42 % dans l'architecture, le génie et les services connexes, 25 % dans les services juridiques, 24 % dans les services de comptabilité, de préparation de déclarations de revenus, de tenue de livres et de paye et 9 % dans les services spécialisés de design. L'emploi est principalement concentré en Ontario (41 %) et au Québec (21 %). La main-d'œuvre est caractérisée par un haut niveau de scolarité et par une forte concentration de travailleurs autonomes (32 %). Les principales professions incluent : professionnels en finance, en vérification et en comptabilité (CNP 111); juges, avocats, et notaires (au Québec) (CNP 411); professionnels en génie civil, mécanique, électrique et chimique (CNP 213).

Les services professionnels aux entreprises ont enregistré des gains importants en matière de production et d'emploi entre 2000 et 2008, stimulés par la croissance vigoureuse des profits des entreprises et des dépenses publiques. L'industrie a grandement bénéficié du fait qu'un nombre croissant d'entreprises de différents secteurs économiques ont choisi de sous-traiter leurs activités non essentielles afin de se concentrer sur leurs activités de base. Les fortes hausses enregistrées dans l'investissement résidentiel et non résidentiel ont également contribué à stimuler la croissance de l'industrie, particulièrement dans l'architecture, le génie et les services connexes, où le nombre d'emplois a augmenté de 76 000 (+42 %) entre 2001 et 2008. Après avoir reculé légèrement durant la récession de 2009, la production de l'industrie a rebondi partiellement en 2010, largement stimulée par le regain de la confiance des entreprises et par la reprise marquée des activités de construction, entraînant la création d'emplois supplémentaires dans l'architecture, le génie et les services connexes. En moyenne, le PIB réel et l'emploi ont progressé à un rythme annuel de 2,4 % et 3,2 %, respectivement, au cours des dix dernières années, ce qui est largement supérieur à la croissance enregistrée dans l'ensemble de l'économie.

Croissance du PIB réel et de l'emploi dans les services professionnels aux entreprises



Sources : Statistique Canada (données historiques) et RHDC, scénario sectoriel du SPPC 2011 (projections).

Au cours de la prochaine décennie, l'industrie continuera à bénéficier du fait que les entreprises ont de plus en plus tendance à recourir à l'impartition (sous-traitance) de leurs fonctions corporatives afin d'augmenter leur efficacité opérationnelle, particulièrement dans les industries productrices de biens. Bien que la réduction des dépenses publiques pourrait venir restreindre la demande de services professionnels, l'augmentation des fusions et acquisitions dans différents secteurs industriels devraient stimuler la demande de services juridiques et de services de comptabilité, alors que l'accélération de la croissance des dépenses en capital devrait entraîner une hausse de la demande de services de génie. Le PIB réel devrait ainsi progresser à un rythme

annuel moyen de 3,4 % au cours de la prochaine décennie, soit beaucoup plus rapidement qu'au cours de la décennie précédente. À l'opposé, la croissance de l'emploi devrait ralentir et se situer à un rythme moyen de 1,7 % par année en raison de la reprise anticipée dans la croissance de la productivité et les difficultés de recrutement et de rétention des travailleurs qualifiés. L'intensification de la concurrence attribuable aux nouvelles technologies, qui facilitent les communications avec les clients, pourrait également nuire aux modèles d'affaires autrefois axés sur l'offre locale de services et accroître le recours à la délocalisation de certains services, notamment les services de comptabilité.

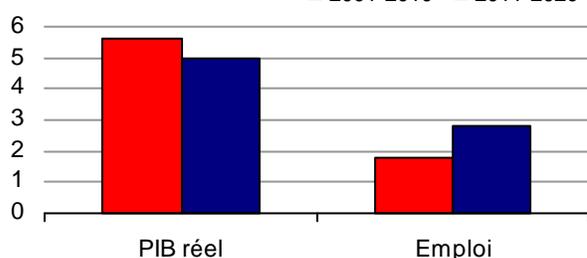
Services de conception de systèmes informatiques (SCIAN 5415)

Cette industrie comprend les établissements dont l'activité principale consiste à fournir une expertise dans le domaine des technologies de l'information (tels que concevoir, modifier, tester et prendre en charge des logiciels, incluant la création de pages Web); planifier et concevoir des systèmes informatiques intégrant les technologies du matériel, des logiciels et des communications; ainsi que gérer et exploiter sur place les installations informatiques et de traitement des données de clients. Ces activités excluent la mise au point et la vente au détail de matériel informatique et de logiciels de série. L'industrie est fortement tributaire de la performance de l'économie domestique, particulièrement de l'investissement des entreprises et des dépenses publiques. Elle est aussi caractérisée par un degré d'exposition au commerce international plutôt élevé pour une industrie de services, car près de 20 % de ses revenus proviennent des exportations, principalement des États-Unis, la rendant également tributaire du climat d'investissement au sud de la frontière. L'industrie comptait 286 000 travailleurs en 2010, largement concentrés en Ontario (47 %) et au Québec (26 %). La main-d'œuvre est caractérisée par un haut niveau de scolarité et une forte concentration de travailleurs autonomes (31 %). Les principales professions incluent : professionnels en informatique (CNP 217); personnel technique en informatique (CNP 228); et directeurs des services de génie, d'architecture, de sciences naturelles et des systèmes informatiques (CNP 021).

Stimulée par l'adoption rapide des technologies informatiques au sein des entreprises et des gouvernements, l'industrie a progressé très rapidement dans les années 1990, période durant laquelle l'emploi a quadruplé et la production a affiché une croissance dans les deux chiffres. La production a continué à croître à un rythme solide entre 2000 et 2007, supportée par la forte performance de l'économie canadienne et par une hausse importante des profits des entreprises, avant de ralentir considérablement pendant la récession de 2008-2009 puisque l'investissement des entreprises en matière de technologies, souvent perçu comme une source de dépenses discrétionnaires, a fléchi considérablement. En moyenne, le PIB réel de l'industrie a progressé à un rythme remarquable de 5,6 % par année au cours de la dernière décennie, soit la croissance la plus rapide enregistrée parmi les 33 industries visées par le SPPC. L'emploi a progressé moins rapidement, soit à un rythme annuel de 1,8 %, reflétant en partie la nécessité de réduire les coûts et d'accroître la productivité pour répondre à l'intensification de la concurrence en provenance des pays à faibles coûts, particulièrement l'Inde.

Croissance du PIB réel et de l'emploi dans la conception de systèmes informatiques

(moyenne annuelle en %) ■ 2001-2010 ■ 2011-2020



Sources : Statistique Canada (données historiques) et RHDC, scénario sectoriel du SPPC 2011 (projections).

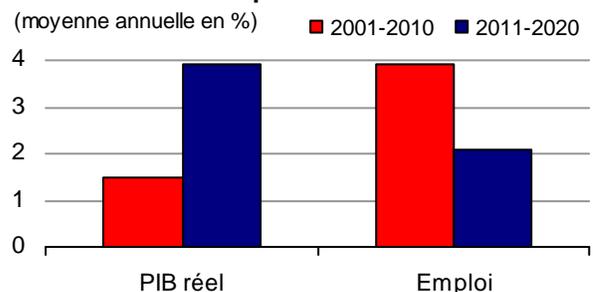
Au cours de la prochaine décennie, les services de conception de systèmes informatiques devraient continuer à devancer la plupart des autres industries au chapitre de la croissance de la production et de l'emploi, puisque la demande est largement stimulée par la vitesse des progrès technologiques. En effet, bien que le marché soit en voie de saturation, l'offre de nouveaux types d'appareils, tels que téléphones intelligents et tablettes mobiles, crée de nouveaux débouchés pour l'industrie. Les consommateurs et entreprises possèdent dorénavant plusieurs appareils électroniques et s'attendent à une plus grande compatibilité, transférabilité et accessibilité du contenu entre ces appareils. L'industrie continuera à bénéficier du nombre croissant d'entreprises qui confient à d'autres la gestion des TI afin de se concentrer sur leurs activités de base. La vigueur du dollar canadien pourra cependant diminuer davantage les prix relatifs des services de TI offerts par des entreprises étrangères, ce qui pourrait freiner la croissance de l'industrie au Canada. En moyenne, le PIB réel devrait progresser à un rythme annuel de 5,0 % au cours de la prochaine décennie, soit un léger ralentissement par rapport à la décennie précédente, mais tout de même le taux le plus rapide parmi les 33 industries visées par le SPPC. L'emploi, en revanche, progressera plus rapidement qu'au cours de la décennie précédente, soit à un rythme annuel moyen de 2,8 %, la plus forte croissance derrière l'industrie de l'extraction minière.

Autres services professionnels (SCIAN 5416; 5417; 5418; 5419)

Cette industrie comprend des établissements offrant des services hautement spécialisés et est constituée des quatre segments suivants : conseils en gestion et conseils scientifiques et techniques; recherche et développement scientifiques; publicité et relations publiques; autres services professionnels, scientifiques et techniques (notamment photographiques, vétérinaires et de traduction). À l'instar de l'industrie des services professionnels aux entreprises, cette industrie offre des services variés à des entreprises de différents secteurs industriels, et est par conséquent fortement tributaire des activités et des profits des entreprises. L'industrie comptait 343 000 travailleurs en 2010, dont 43 % dans les conseils en gestion et conseils scientifiques et techniques, 24 % dans les autres services professionnels, scientifiques et techniques, 21 % dans la publicité et les relations publiques, et 12 % dans la recherche et développement scientifiques. L'emploi est largement concentré en Ontario (43 %) et au Québec (26 %). La main-d'œuvre est caractérisée par un haut niveau de scolarité et par une forte concentration de travailleurs autonomes (45 %). Les principales professions incluent : professionnels en gestion des ressources humaines et en services aux entreprises (CNP 112); agents des politiques et des programmes, chercheurs et experts-conseils (CNP 416); et professionnels de la rédaction, de la traduction et des relations publiques (CNP 512).

Après le ralentissement économique du début des années 2000, la croissance de la production et de l'emploi dans l'industrie des autres services professionnels a été stimulée par la hausse importante des profits des entreprises et des dépenses publiques. L'industrie a grandement bénéficié de l'utilisation accrue de l'impartition (sous-traitance) pour les services de gestion et de publicité et les services scientifiques puisque que de nombreuses entreprises ont délaissé leurs activités non essentielles pour accroître leur efficacité. En effet, la complexité grandissante des activités des entreprises, les restructurations

Croissance du PIB réel et de l'emploi dans les autres services professionnels



Sources : Statistique Canada (données historiques) et RHDCC, scénario sectoriel du SPPC 2011 (projections).

majeures qui ont touché les secteurs forestier et manufacturier, ainsi que la hausse de la demande pour des produits toujours plus novateurs ont stimulé la croissance dans les services-conseils en gestion et en recherche et développement, ce qui a entraîné la création de 87 500 emplois (+37 %) dans l'industrie entre 2000 et 2008. Après avoir reculé légèrement durant la récession de 2009, la production de l'industrie a rebondi partiellement en 2010, stimulée par le regain de confiance et la hausse des dépenses discrétionnaires des entreprises, entraînant la création d'emplois supplémentaires dans l'industrie. En moyenne, le PIB réel a progressé à un rythme annuel de 1,5 % au cours de la dernière décennie alors que l'emploi a augmenté à un rythme encore plus rapide de 3,9 % par année. Ceci s'explique par le fait que le capital humain est le principal facteur de production dans cette industrie où le processus de production dépend presque exclusivement des compétences et de l'expertise des travailleurs.

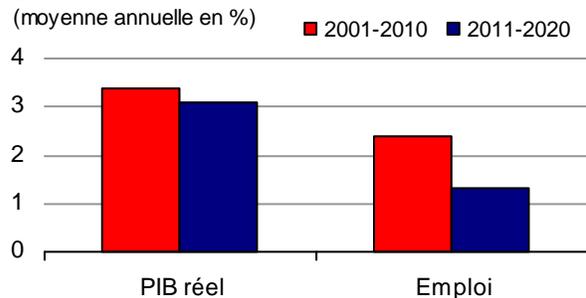
Au cours de la prochaine décennie, l'industrie continuera à bénéficier de la demande de services-conseils de la part des entreprises en matière de planification et de logistique, de la mise en œuvre de nouvelles technologies, ainsi que de la conformité à la réglementation environnementale et en matière de santé-sécurité au travail. L'intensification de la mondialisation, l'utilisation accrue de l'impartition, le nombre croissant de fusions, ainsi que la hausse des activités de recherche et développement devraient également stimuler la demande de différents services-conseils et services scientifiques. Ainsi, le PIB réel devrait s'accroître à un rythme annuel moyen de 3,9 % durant les dix prochaines années, soit beaucoup plus rapidement qu'au cours de la décennie précédente. À l'opposé, la croissance de l'emploi devrait ralentir et se situer à un rythme moyen de 2,1 % par année en raison de la reprise anticipée dans la croissance de la productivité et les difficultés de recrutement et de rétention des travailleurs qualifiés. À l'instar de ce qui est observé dans l'industrie des services professionnels aux entreprises, l'intensification de la concurrence attribuable aux nouvelles technologies, qui facilitent les communications avec les clients, pourrait également nuire aux modèles d'affaires autrefois axés sur l'offre locale de services et accroître le recours à la délocalisation de certains services, notamment les services-conseils et les services de publicité.

Gestion, administration et autres services de soutien (SCIAN 5511; 5611-5619; 5621-5629)

Cette industrie est composée de trois segments distincts : gestion de sociétés et d'entreprises (y compris les sociétés de portefeuille et les sièges sociaux); services administratifs et services de soutien (tels que tenue de livres, agences de placement, préparation de documents, centres d'appels, agences de recouvrement, préparation de voyages, de même que services de sécurité, de conciergerie et d'aménagement paysager); services de gestion des déchets et d'assainissement (tels que la collecte, le traitement et l'élimination des déchets). Dans l'ensemble, l'industrie est fortement tributaire de la performance de l'économie domestique, particulièrement des activités et des profits des entreprises, puisque l'activité principale est le soutien des opérations quotidiennes d'autres organisations. En 2010, l'industrie comptait 672 000 travailleurs, dont 95 % dans les services administratifs et les services de soutien. L'emploi est largement concentré en Ontario (42 %), au Québec (21 %), en Colombie-Britannique (14 %) et en Alberta (11 %). La main-d'œuvre est caractérisée par une rémunération bien inférieure à la moyenne nationale et une concentration importante de travailleurs autonomes (25 %). Les principales professions incluent : nettoyeurs (CNP 666); gardiens de sécurité et personnel assimilé (CNP 665); et commis de bibliothèque, de correspondance et à l'information (CNP 145).

La gestion, l'administration et autres services de soutien figurent au quatrième rang des industries du secteur des services au chapitre de la croissance entre 2000 et la fin du cycle d'expansion économique en 2008. Au cours de cette période, le PIB réel et l'emploi ont progressé au rythme annuel moyen de 4,6 % et 2,5 %, respectivement, soit plus rapidement que la moyenne du secteur des services et de l'ensemble des industries. Grâce à la solide performance de l'économie canadienne, tous les segments de l'industrie ont contribué à la hausse de la production et de l'emploi, puisque la plupart de ces services sont fournis à des entreprises variées et, dans une moindre mesure, aux ménages. Cependant, avec l'arrivée de la récession à la fin 2008, les activités ont commencé à s'essouffler. En 2009, l'industrie a enregistré un premier recul de sa production (-3,5 %) depuis la récession de 1990-1991, et 30 100 emplois ont été perdus. Lorsque la reprise économique s'est amorcée au milieu de 2009, la performance de l'industrie a commencé à s'améliorer, quoiqu'à un rythme modéré en raison du haut degré d'incertitude concernant les perspectives de court terme. En 2010, la production a augmenté de 1,6 % et environ la moitié des emplois perdus en 2009 ont été récupérés. Ainsi, le PIB réel et l'emploi ont augmenté à un rythme annuel moyen de 3,4 % et 2,4 %, respectivement, au cours des dix dernières années.

Croissance du PIB réel et de l'emploi dans la gestion, l'administration et autre soutien



Sources : Statistique Canada (données historiques) et RHDC, scénario sectoriel du SPPC 2011 (projections).

Au cours de la prochaine décennie, l'industrie demeurera tributaire de la performance de l'économie domestique, particulièrement des activités des entreprises et de la situation financière des sociétés. On prévoit que l'industrie continuera à bénéficier du fait que les entreprises ont de plus en plus tendance à recourir à l'impartition (sous-traitance) de leurs fonctions administratives et autres activités de soutien afin d'augmenter leur efficacité opérationnelle, particulièrement dans les industries productrices de biens. En moyenne, le PIB réel devrait maintenir un rythme de croissance solide de 3,1 % par année. La croissance de l'emploi devrait toutefois ralentir considérablement par rapport à la décennie précédente pour se situer à 1,3 % par année, puisque la hausse de la production devrait être en grande partie absorbée par de nouveaux gains de productivité.

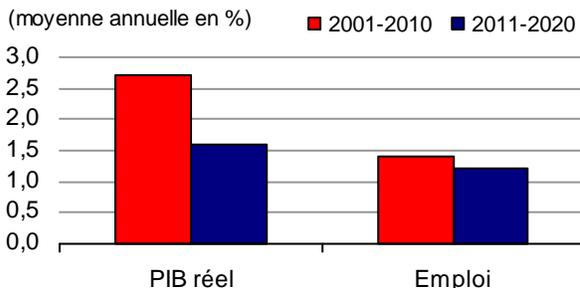
Services d'information, de culture et de loisirs (SCIAN 5111-5191; 7111-7139)

Cette industrie se compose de deux segments, soit celui de l'information et de la culture (qui comprend la publication de livres, de journaux et de logiciels, la production de films et d'enregistrements sonores, les télécommunications, la radio et la télédiffusion, le traitement et l'hébergement de données, l'édition par Internet et les sites portails de recherche), et celui des arts, des spectacles et des loisirs (qui comprend les cinémas, les salles de spectacles, les établissements présentant des événements sportifs, les musées, les sites historiques, les parcs d'attractions et les casinos). Alors que l'emploi est réparti de façon relativement égale entre les deux segments, les services d'information et de culture représentent une part beaucoup plus grande de la production (80% en 2010) puisqu'ils sont moins intensifs en main-d'œuvre (les services de télécommunications représentent à eux seuls la moitié du PIB de l'industrie bien qu'ils emploient moins du cinquième des travailleurs). L'industrie est fortement tributaire de la performance de l'économie domestique et particulièrement sensible aux changements dans les dépenses discrétionnaires. En 2010, elle comptait 766 000 travailleurs, principalement concentrés en Ontario (42 %), au Québec (23 %) et en Colombie-Britannique (18 %). Étant donné le vaste éventail d'activités qu'englobe l'industrie, les principales professions sont très variées :

professionnels des arts plastiques et des arts de la scène (CNP 513); athlètes, entraîneurs, arbitres et personnel assimilé (CNP 525); professionnels de la rédaction, de la traduction et des relations publiques (CNP 512); commis de bibliothèque, de correspondance et à l'information (CNP 145); professionnels en informatique (CNP 217); électriciens et monteurs de lignes d'électricité et de télécommunications (CNP 724).

La production et l'emploi dans l'industrie ont progressé rapidement entre le milieu des années 1990 et le début des années 2000, stimulés principalement par les services d'information et de culture, à mesure que les nouveaux services reliés à l'Internet, aux satellites et à la câblodistribution sont devenus disponibles. En 2002, le marché était devenu relativement saturé et, à la suite de l'éclatement de la bulle technologique, l'industrie a connu une croissance beaucoup moins rapide en matière de production et de création d'emplois. Entre 2004 et 2007, les hausses marquées du revenu disponible des ménages et des profits des entreprises, conjuguées à l'évolution rapide des technologies sans fil, ont stimulé la demande de nouveaux services et contribué à une accélération de la croissance dans l'industrie. Toutefois, la récession de 2008-2009 a eu un impact majeur sur les dépenses discrétionnaires consacrées à l'information, à la culture et aux loisirs, entraînant une croissance anémique de la production et un léger recul de l'emploi. En moyenne, le PIB réel et l'emploi ont augmenté à un rythme annuel de 2,7 % et 1,4 %, respectivement, au cours de la dernière décennie. La croissance de la production a été principalement soutenue par le segment de l'information et de la culture, en raison de l'expansion rapide des services de télécommunications, alors que la création d'emplois est surtout provenue du segment des arts, des spectacles et des loisirs, plus intensif en main-d'œuvre.

Croissance du PIB réel et de l'emploi dans les services d'information, culture et loisirs



Sources : Statistique Canada (données historiques) et RHDC, scénario sectoriel du SPPC 2011 (projections).

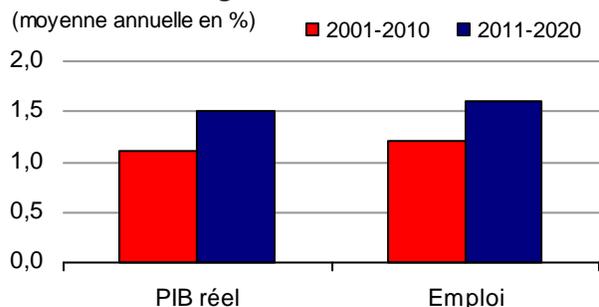
Au cours de la prochaine décennie, la croissance de la production devrait être stimulée par la reprise graduelle des dépenses discrétionnaires, par une accélération de la croissance de l'investissement des entreprises (y compris l'investissement dans les technologies de l'information et des communications) et par les nombreux départs à la retraite des baby-boomers qui devraient avoir plus de temps à consacrer à leurs loisirs. Le rythme de croissance sera toutefois restreint par le ralentissement prévu dans la croissance des dépenses de consommation, en partie en raison d'une croissance plus lente de la population en âge de travailler et de la réduction de l'endettement des ménages à des niveaux plus viables. De plus, la vigueur du dollar canadien devrait continuer de réduire la compétitivité du Canada en tant que lieu de production de séries télévisées et de films américains, alors que le piratage électronique continuera d'exercer des pressions sur les producteurs de logiciels, de musique et de films. Par conséquent, la croissance moyenne du PIB réel devrait ralentir pour se situer à 1,7 % par année au cours de la prochaine décennie, alors que l'emploi devrait croître à un rythme similaire à celui de la décennie précédente (1,2 %), puisque plusieurs composantes de l'industrie sont très intensives en main-d'œuvre.

Services d'hébergement et de restauration (SCIAN 7211-7213; 7221-7224)

Cette industrie comprend les établissements dont l'activité principale consiste à fournir de l'hébergement de courte durée et des services d'hospitalité à des voyageurs et des vacanciers dans des installations telles que des hôtels, motels, centres de villégiature, gîtes touristiques, chalets, et autres. L'industrie comprend également les établissements dont l'activité consiste à préparer des repas, des repas légers et des boissons pour consommation immédiate, sur place ou à l'extérieur de l'établissement. Le segment dominant est celui des services de restauration, qui représentait 64 % de la production en 2010. Les services d'hébergement et de restauration sont étroitement liés aux activités touristiques des Canadiens et des visiteurs étrangers. Par conséquent, l'industrie est particulièrement sensible aux fluctuations de la valeur du dollar canadien par rapport à celle d'autres devises ainsi qu'aux changements dans les revenus, les conditions du marché du travail et les frais de voyage, à la fois au Canada et à l'étranger. En 2010, l'industrie comptait 1,1 million de travailleurs, principalement concentrés dans les services de restauration (82 %) et répartis proportionnellement au poids démographique des provinces. L'industrie est caractérisée par des salaires nettement inférieurs à la moyenne nationale et par la plus forte proportion de travailleurs à temps partiel de l'économie (42 % des effectifs). Par ailleurs, les services de restauration sont souvent la porte d'entrée des jeunes sur le marché du travail, si bien qu'environ un travailleur sur deux est âgé de 15 à 24 ans. Les principales professions incluent : personnel des services des aliments et boissons (CNP 645); serveurs au comptoir, aides de cuisine et personnel assimilé dans les services alimentaires (CNP 664); chefs et cuisiniers (CNP 624); directeurs de la restauration et des services d'hébergement (CNP 063).

Après avoir enregistré une croissance substantielle à la fin des années 1990, l'industrie s'est heurtée à différents obstacles au début des années 2000 : récession aux États-Unis, événements du 11 septembre, et l'épidémie soudaine du syndrome respiratoire aigu sévère qui a sévi à Toronto au printemps 2003. Ces événements ont eu un impact négatif non seulement sur les voyages effectués par des étrangers au Canada, mais aussi sur les voyages effectués par des Canadiens à l'intérieur du pays. En conséquence, le PIB réel de l'industrie a commencé à croître à un rythme beaucoup plus lent et, en 2003, il a même fléchi pour la première fois depuis la récession du début des années 1990. Le PIB a rebondi fortement en 2004, mais le taux de croissance annuel est revenu à une moyenne anémique de 1,1 % au cours des quatre années qui ont suivi, en partie en raison de la chute importante du nombre de touristes étrangers, particulièrement de touristes américains, en raison de la forte appréciation du dollar canadien. De plus, le PIB a enregistré un recul marqué de 2,8 % durant la récession de 2009. L'industrie a commencé à reprendre de la vigueur en 2010, en partie stimulée par les Jeux Olympiques d'hiver. L'amélioration des conditions du marché du travail, l'accélération de la croissance du revenu personnel, la reprise de la confiance des consommateurs et des entreprises et le raffermissement des profits des sociétés ont également contribué à soutenir la croissance de l'industrie en 2010. En moyenne, le PIB réel et l'emploi ont progressé à un rythme annuel de 1,1 % et 1,2 %, respectivement, au cours des dix dernières années.

Croissance du PIB réel et de l'emploi dans les services d'hébergement et de restauration



Sources : Statistique Canada (données historiques) et RHDCC, scénario sectoriel du SPPC 2011 (projections).

Au cours de la prochaine décennie, la croissance de l'industrie demeurera principalement soutenue par la hausse du revenu des ménages et par l'amélioration de la rentabilité des entreprises, qui stimuleront les dépenses consacrées à l'hébergement et aux services de restauration. La croissance de l'industrie pourrait toutefois être restreinte par l'augmentation des prix des aliments et par la volonté des ménages de réduire leur endettement pour épargner

davantage. Fait encourageant, la hausse du tourisme en provenance des marchés émergents comme la Chine et l'Inde devrait aider à soutenir l'industrie à mesure que les habitants de ces pays accroissent leur richesse et leur capacité de voyager. Ceci devrait partiellement atténuer la faible affluence de touristes américains attribuable à la vigueur du dollar canadien. Par ailleurs, l'industrie sera également stimulée par le nombre croissant de baby-boomers à la retraite qui auront plus de temps à consacrer aux voyages et aux activités touristiques. Ainsi, la croissance du PIB réel et de l'emploi devraient se raffermir et se situer à un rythme annuel moyen de 1,5 % et 1,6 %, respectivement, au cours de la prochaine décennie.

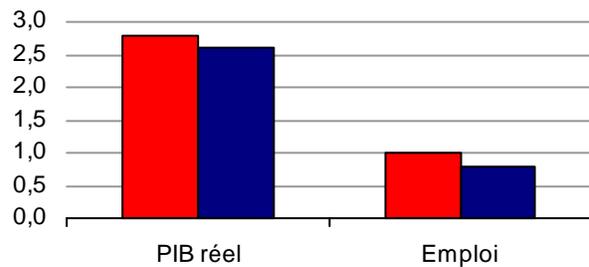
Services de réparation et services personnels et ménagers (SCIAN 8111-8114; 8121-8129+8141; 8131-8139)

Cette industrie regroupe les trois segments suivants : services de réparation et d'entretien (pour véhicules automobiles, matériel électronique, machines industrielles, objets ménagers); services personnels (soins capillaires, développement et tirage de photos, nettoyage à sec) et services aux ménages privés (cuisiniers, femmes de chambre ou majordomes, jardiniers et gardiens d'enfants); organismes religieux, groupes de citoyens et organisations professionnelles (qui soutiennent des causes religieuses, sociales et politiques). Le segment dominant et celui des organismes religieux, groupes de citoyens et organisations professionnelles qui représentaient 42 % de la production en 2010. Le reste de la production est réparti de façon relativement égale entre les services de réparation et d'entretien (30 %) et les services personnels et ménagers (28 %). L'industrie est fortement tributaire de la croissance du revenu personnel, ainsi que des activités et des profits des entreprises. Au total, elle comptait 754 000 travailleurs en 2010, dont 41 % dans les services personnels et ménagers, 34 % dans les services de réparation et d'entretien, et 24 % dans les organismes religieux, groupes de citoyens et organisations professionnelles. Les travailleurs sont répartis en fonction du poids démographique des provinces : 38 % en Ontario, 22 % au Québec, 14 % en Colombie-Britannique et 26 % dans le reste du Canada. La main-d'œuvre est caractérisée par une rémunération inférieure à la moyenne nationale et par une forte concentration de travailleurs autonomes (31 %). Les principales professions incluent : personnel technique des services personnels (CNP 627); mécaniciens de véhicules automobiles (CNP 732); personnel de soutien familial et de garderie (CNP 647); autre personnel des soins personnalisés (CNP 648).

La production dans cette industrie a progressé à un rythme soutenu entre 2000 et la fin de l'expansion économique, en 2008, stimulée par une solide hausse du revenu des ménages, une saine performance du marché du travail et une forte activité et rentabilité des entreprises. Après avoir reculé légèrement en 2009 suite à l'affaiblissement de la demande de services de réparation et d'entretien et de services personnels et ménagers, la production de l'industrie a rebondi fortement en 2010, stimulée principalement par l'amélioration graduelle de l'économie domestique et par le regain de confiance des consommateurs et des entreprises. En moyenne, le PIB réel a progressé au rythme annuel de 2,8 % pendant la dernière décennie et 60 % de cette hausse est provenue des organismes religieux, groupes de citoyens et organisations professionnelles. Durant cette période, toutefois, l'emploi a grandement fluctué, entraînant une hausse modeste de 1,0 % par année en moyenne. La plus forte augmentation de l'emploi a été enregistrée dans les services personnels et ménagers, suivie des organismes religieux, groupes de citoyens et organisations professionnelles.

Croissance du PIB réel et de l'emploi dans les services de réparation et services divers

(moyenne annuelle en %) ■ 2001-2010 ■ 2011-2020



Sources : Statistique Canada (données historiques) et RHDCC, scénario sectoriel du SPPC 2011 (projections).

Au cours de la prochaine décennie, la croissance de l'industrie devrait être principalement stimulée par l'amélioration des conditions du marché du travail, par une nouvelle hausse du revenu des ménages, ainsi que par le raffermissement des activités et des profits des entreprises. Le vieillissement démographique devrait aussi stimuler la demande, notamment pour les services ménagers. Ainsi, on s'attend à ce que la croissance annuelle moyenne du PIB réel et de l'emploi demeure relativement inchangée au cours des dix prochaines années, se situant à 2,6 % et 0,8 %, respectivement.

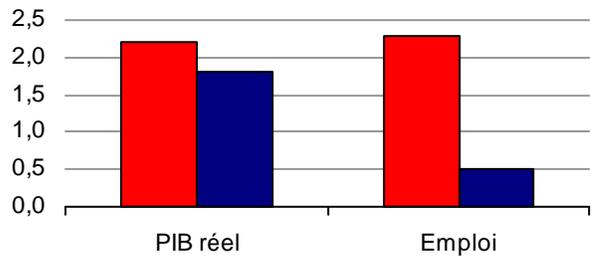
Services d'enseignement (SCIAN 6111; 6112; 6113; 6114-6117)

Cette industrie comprend les établissements dont l'activité principale consiste à dispenser un enseignement et une formation dans une grande variété de matières. Il s'agit d'établissements spécialisés, notamment des écoles primaires et secondaires, des collèges, des universités et différents centres de formation (écoles de commerce et de formation en informatique et en gestion; écoles techniques et écoles de métiers; écoles des beaux-arts, formation athlétique et écoles de langues). Ces établissements peuvent être privés, avec ou sans but lucratif, ou publics. Les écoles primaires et secondaires emploient 61 % de l'ensemble des travailleurs, suivies des universités (20 %) et des collèges (8 %). L'industrie est surtout liée à des facteurs démographiques et est fortement tributaire des dépenses publiques destinées aux programmes d'enseignement. En 2010, celle-ci comptait 1,2 million de travailleurs, répartis proportionnellement au poids démographique des provinces : 40 % en Ontario, 21 % au Québec, 14 % en Colombie-Britannique, 11 % en Alberta, et 14 % ailleurs au Canada. La main-d'œuvre est caractérisée par une proportion considérable de travailleurs à temps partiel (25 %) et par une forte concentration de femmes dans les écoles primaires et secondaires (73 %). Les principales professions incluent : enseignants aux niveaux secondaire, primaire et préscolaire et conseillers d'orientation (CNP 414); professeurs et assistants d'enseignement au niveau universitaire et postsecondaire (CNP 412); personnel de soutien familial et de garderie (CNP 647); enseignants au niveau collégial et dans les écoles de formation professionnelle (CNP 413).

Les services d'enseignement ont enregistré une croissance supérieure à la moyenne en matière de production et d'emploi au cours de la dernière décennie, stimulée par une hausse importante des dépenses publiques dans le domaine de l'éducation. Ce sont les universités qui ont affiché la progression de l'emploi la plus rapide (+52 %) entre 2001 et 2010, en raison d'une forte augmentation des inscriptions au niveau postsecondaire. Des gains d'emploi importants ont également été réalisés dans les écoles primaires et secondaires, puisque la génération du écho-boom (composée des enfants des baby-boomers) a continué d'alimenter la demande pour l'éducation de niveau primaire et secondaire. En moyenne, le PIB réel et l'emploi ont progressé au rythme annuel moyen de 2,2 % et 2,3 %, respectivement, au cours de la dernière décennie. Les services d'enseignement ont poursuivi leur croissance au cours de la récession de 2008-2009, puisqu'en contexte économique difficile, les jeunes ont tendance à prolonger leurs études ou à retourner sur les bancs d'école en raison des faibles perspectives d'emploi.

Croissance du PIB réel et de l'emploi dans les services d'enseignement

(moyenne annuelle en %) ■ 2001-2010 ■ 2011-2020



Sources : Statistique Canada (données historiques) et RHDC, scénario sectoriel du SPPC 2011 (projections).

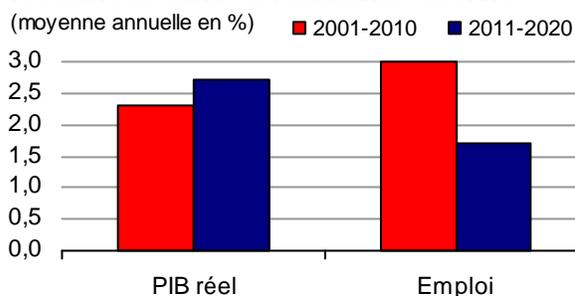
Au cours de la prochaine décennie, le vieillissement de la population représentera le principal frein à la croissance de la production et de l'emploi dans les services d'enseignement. En effet, le léger recul prévu de la population âgée de 5 à 25 ans devrait restreindre la croissance du niveau global d'inscriptions, plus particulièrement dans les établissements secondaires et postsecondaires. Toutefois, la hausse de la demande pour des travailleurs hautement scolarisés et qualifiés devrait continuer à stimuler l'augmentation des taux d'inscription dans les collèges et les universités au Canada, et ainsi contribuer à atténuer l'effet négatif des changements démographiques sur le niveau global d'inscriptions. Ainsi, le total des inscriptions devraient poursuivre sa hausse au cours des dix prochaines années, mais à un rythme moins rapide qu'au cours de la décennie précédente. Le PIB réel et l'emploi dans les services d'enseignement devraient progresser à un rythme annuel moyen de 1,8 % et 0,5 %, respectivement. La croissance du PIB proviendra en grande partie de gains importants dans la productivité puisque la croissance de l'emploi ralentira de façon considérable. La création d'emplois sera en partie restreinte par les programmes provinciaux de réduction des déficits, le recours accru aux outils d'apprentissage électronique, et le déplacement graduel de la population étudiante vers les établissements de niveau postsecondaire, où le nombre d'étudiants par enseignant est plus élevé.

Soins de santé et assistance sociale (SCIAN 6211-6219; 6221-6223; 6231-6239; 6241-6244)

Cette industrie comprend les établissements dont l'activité principale consiste à dispenser des soins de santé au moyen de services diagnostiques et thérapeutiques, à soigner des bénéficiaires internes pour des raisons médicales et sociales, ainsi qu'à offrir une aide sociale telle que des services de counselling, d'assistance sociale et de protection de l'enfance, des services communautaires d'alimentation et d'hébergement et des services de réadaptation professionnelle. L'industrie se compose de quatre segments : services de soins de santé ambulatoires (23 % de l'emploi dans l'industrie en 2010); hôpitaux (35 %); établissements de soins infirmiers et de soins pour bénéficiaires internes (17 %); assistance sociale (25 %). L'industrie est étroitement liée aux changements démographiques au Canada et est fortement tributaire des dépenses publiques destinées aux programmes de santé et aux programmes sociaux. Elle est essentiellement immunisée contre les cycles économiques, puisque la demande de soins de santé continue à augmenter peu importe si le contexte économique est favorable ou non. Avec un total de 2,0 millions de travailleurs en 2010, l'industrie est le deuxième plus grand employeur de l'économie derrière l'industrie du commerce de détail. La main-d'œuvre est caractérisée par une forte scolarisation et par une proportion considérable de travailleurs à temps partiel (25 %). L'emploi est réparti selon le poids démographique des provinces : 35 % en Ontario, 25 % au Québec, 13 % en Colombie-Britannique, 11 % en Alberta et 16 % dans le reste du pays. Les principales professions incluent : personnel de soutien des services de santé (CNP 341); professionnels en sciences infirmières (CNP 315); personnel technique en soins de santé (CNP 323); professionnels en psychologie, en travail social et en counselling (CNP 415); médecins, dentistes et vétérinaires (CNP 311).

La production et l'emploi ont fortement progressé dans l'industrie au cours de la dernière décennie, principalement stimulés par l'accélération de la croissance des dépenses publiques en soins de santé en réponse à l'augmentation des besoins d'une population vieillissante. Outre les changements démographiques, des technologies plus onéreuses et l'utilisation accrue des médicaments à prix élevés ont également contribué à la hausse des coûts des soins de santé. Cela a amené plusieurs provinces à réformer leur système public de soins de santé, notamment en misant davantage sur les soins préventifs. Ainsi, les séjours en milieu hospitalier et dans les établissements résidentiels ont été substitués par les soins à domicile. De plus, les quotas de formation de professionnels de la santé, conjugués aux conditions de travail difficiles et au vieillissement du personnel, ont limité l'offre de travailleurs et entraîné une pénurie de main-d'œuvre dans l'industrie. Le financement a donc été accru et de nouvelles places ont été ajoutées dans les établissements d'enseignement, particulièrement dans le domaine des soins infirmiers. En moyenne, le PIB réel et l'emploi ont progressé à un rythme annuel de 2,3 % et 3,0 %, respectivement, au cours des dix dernières années, soit à un rythme supérieur à celui observé dans l'ensemble de l'économie. À l'instar des récessions précédentes, la production et l'emploi ont continué à croître à un rythme soutenu pendant la récession de 2008-2009, en dépit de la détérioration de la conjoncture économique canadienne.

Croissance du PIB réel et de l'emploi dans les soins de santé et l'assistance sociale



Sources : Statistique Canada (données historiques) et RHDCC, scénario sectoriel du SPPC 2011 (projections).

Au cours de la prochaine décennie, le vieillissement de la population continuera de stimuler la demande de travailleurs et d'exercer une pression à la hausse sur les coûts des soins de santé, ce qui amènera les gouvernements à augmenter leurs dépenses en soins de santé. L'engagement de plusieurs provinces à réduire le temps d'attente pour les chirurgies va permettre à cette industrie de maintenir une croissance soutenue. La croissance moyenne du PIB réel devrait accélérer légèrement par rapport à la décennie précédente, pour se situer à 2,7 % par année au cours de la prochaine décennie. La croissance de l'emploi devrait cependant ralentir considérablement pour s'établir en moyenne à 1,7 % par année, soit un rythme somme toute supérieur à ce qui est prévu pour l'ensemble de l'économie. Le ralentissement de la croissance de l'emploi sera surtout attribuable aux objectifs de réduction des déficits, qui amèneront les provinces à exiger des fournisseurs de soins de santé qu'ils élaborent et adoptent de nouvelles façons d'offrir les services afin de réduire les coûts de main-d'œuvre.

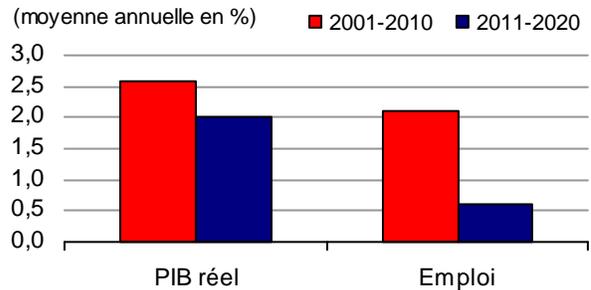
Administration publique (SCIAN 9111-9119; 9121-9129; 9131-9139; 9141; 9191)

Cette industrie comprend les établissements dont l'activité principale est de nature gouvernementale, au niveau fédéral, provincial, territorial, régional, municipal et local. Elle englobe les services législatifs, la taxation, la défense nationale, le maintien de l'ordre et de la sécurité publics, les services d'immigration, les affaires étrangères et l'aide internationale, ainsi que la gestion des programmes publics. Ceci comprend non seulement les fonctionnaires, mais aussi les membres des Forces canadiennes, les policiers et les pompiers. L'administration fédérale emploie la plus grande part des travailleurs de l'industrie (41 %), suivie des administrations provinciales et territoriales (29 %) et des administrations locales, municipales et régionales (29 %). Dans

l'ensemble, les services d'administration publique employaient 956 000 travailleurs en 2010, répartis proportionnellement au poids démographique des provinces et territoires : 39 % en Ontario, 25 % au Québec, 12 % en Colombie-Britannique, 9 % en Alberta et 15 % dans le reste du Canada. La rémunération de la main-d'œuvre est beaucoup plus élevée que la moyenne nationale, ce qui est en partie attribuable à un fort taux de syndicalisation (67 %). Les principales professions incluent : policiers et pompiers (CNP 626); personnel administratif et de réglementation (CNP 122); agents des politiques et des programmes, chercheurs et experts-conseils (CNP 416); commis de soutien administratif (CNP 144).

Après avoir traversé une période difficile dans les années 1990 en raison d'importants déficits budgétaires, les services d'administration publique ont connu une croissance supérieure à la moyenne en matière de production et d'emploi au cours de la décennie suivante, grâce à l'amélioration considérable de la situation budgétaire des gouvernements fédéral et provinciaux. Entre 2001 et 2010, le PIB réel et l'emploi ont progressé de façon continue, enregistrant une croissance annuelle moyenne de 2,6 % et 2,1 %, respectivement. Ces taux de croissance sont nettement plus élevés que ceux observés dans l'ensemble de l'économie et similaires à ceux enregistrés pour l'ensemble du secteur des services. Au cours de cette période, 182 000 emplois ont été créés dans l'industrie. Le rythme de création d'emplois a été particulièrement rapide dans l'administration fédérale (+38 %), suivie des administrations provinciales (+21 %) et municipales (+10 %). Pendant la récession de 2008-2009, les différents programmes mis en place par les gouvernements fédéral et provinciaux ont contribué au maintien de la croissance du PIB réel et de l'emploi dans les services d'administration publique. Cependant, la baisse des recettes fiscales et la hausse des dépenses publiques ont entraîné de lourds déficits budgétaires dans tous les paliers de gouvernement.

Croissance du PIB réel et de l'emploi dans l'administration publique



Sources : Statistique Canada (données historiques), et RHDCC, scénario sectoriel du SPPC 2011 (projections).

Le retour des politiques de réduction des déficits a considérablement transformé les perspectives à long terme des administrations publiques, réduisant les perspectives de croissance de la production et, plus particulièrement, la croissance de l'emploi. Afin de revenir à l'équilibre budgétaire, les gouvernements fédéral et provinciaux ont annoncé leur intention de limiter la hausse de leurs dépenses en deçà de l'inflation pendant plusieurs années. Ainsi, la croissance du PIB réel devrait ralentir et se situer à 2,0 % par année en moyenne au cours de la prochaine décennie. Le ralentissement sera encore plus prononcé pour l'emploi qui devrait enregistrer une croissance annuelle moyenne de seulement 0,6 %, soit moins du tiers de la croissance enregistrée lors de la décennie précédente.